

**Fonds de préfiguration financés par le LabEx Tepsis**

Année 2020

**Inventaire du fonds Toptchibashy**

Coordination : Cloé Drieu (Cetobac)

**Approches anthropologique et interdisciplinaires des politiques de conservation bioculturelle et de la patrimonialisation des savoirs écologiques dans les Amériques**

Coordination scientifique : Nicolas Ellison (Mondes américains)

**Frontières de l’expression publique, frontières de la démocratie. Contribution à l’étude de la discussion publique en démocratie à l’ère numérique à partir des courriers et commentaires des lecteurs du Monde**

Coordination scientifique : Arnaud Esquerre (IRIS)

**L’Europe et les juifs**

Coordination scientifique : Bruno Karsenti (LIER-FYT)

**Socio-histoire d’une pratique contestée : l’observation astronomique sur le volcan Mauna Kea à Hawaï**

Coordination scientifique : Pascal Marichalar (IRIS)

**Gilets jaunes. Les ronds-points comme nouvelle forme d’organisation politique**

Coordination scientifique : Quentin Ravelli (CMH)

Année 2018

**Kurdes et Russes au Moyen-Orient (fin XIXe-début XXIe siècle) : la tribu, une variable impériale**

Coordination scientifique : Masha CEROVIC (CERCEC)

L’objectif de ce projet est d’interroger l’implication russe et soviétique au Moyen-Orient au prisme de la « question kurde ». Objets, depuis la fin du XIXe siècle, d’une attention soutenue des institutions diplomatiques, militaires et intellectuelles russes et soviétiques, sujets impériaux dans le sud du Caucase, adversaires et alliés au-delà des frontières, farouches guerriers idéalisés ou « colporteurs du Komintern », les Kurdes ont en effet avec les Russes, au cours des deux derniers siècles, des relations bien plus pérennes que les autres minorités transfrontalières de ces confins méridionaux. Malgré cet intérêt constant des Russes pour un peuple qu’ils voient comme une tribu guerrière, leurs politiques sont marquées par l’instabilité, la volonté d’instrumentaliser politiquement les Kurdes et une grande méfiance. Observable dans les conflits russo-ottomans jusqu’à la fin de la Première Guerre mondiale, cette ambiguïté réapparaît au cours des révoltes kurdes de l’entre-deux-guerres, puis lors de l’occupation soviétique de l’Iran du Nord et de la république de Mahabad (1944-1946), comme autour de la question du Kurdistan irakien de 1958 jusqu’à nos jours.

Grâce au labex TEPSIS, les porteurs du projet pourront effectuer des terrains en Russie, au Caucase et au Moyen-Orient, organiser deux journées d’études, et poser ainsi les jalons d’un projet collectif qui doit permettre de renouveler notre compréhension de la présence russe au Moyen-Orient, mais aussi d’interroger à nouveau le noeud empire-tribu qui structure les relations russo-kurdes depuis bientôt deux siècles.

### **Les mobilisations citoyennes orchestrées par le monde des affaires (Corporate Grassroot Mobilisations)**

Coordination scientifique : Julie GERVAIS (CESSP)

Cette forme différente d’intervention politique des entreprises « par le bas » vise à faire pression sur les processus de décision publique en externalisant le lobbying aux client·es, pour échapper à l’impôt et à la régulation. Centrée sur l’Europe, l’enquête interroge la (re-)définition de l’espace politique et les possibles transformations de l’espace de représentation des intérêts portées par ce type de lobbying.

Les entreprises (comme AirBnB, Uber, etc.) qui orchestrent ces mobilisations marchandes cherchent en effet à s’imposer comme de véritables entités politiques, au nom de la défense du grand public. En quête de légitimité sociopolitique, elles aspirent à occuper une place à part entière dans le « débat démocratique ». Une telle quête vient brouiller les frontières entre consommateurs et militant·es, entre lobbying et mouvements protestataires, et porte en germe une réappropriation du langage des revendications, des formes de dé-collectivisation des droits (« droits au capital »), ainsi qu’une représentation du sujet non pas comme acteur politique ou individu moral mais comme être marchand, créateurs de profits individuels : c’est finalement l’espace politique lui-même qui se voit ici réduit à une sphère marchande.

**« HITCH ». Enquête filmée sur la mémoire de la violence politique en Iran**

Coordination scientifique : Chowra MAKAREMI (IRIS)

L’enquête filmée intitulée « ‘Hitch’. Une histoire iranienne » explore les mémoires de la violence d’Etat en Iran, dans le pays et en exil. Cette violence collective est liée à la formation du dispositif d’Etat après la révolution de 1979 et participe en ce sens d’une violence fondatrice paradoxale, au croisement de processus légaux, para-légaux et extra-légaux.

Dans ce contexte, l’enquête filmée traite de la mémoire sociale de la violence à travers l’expérience du déni, en tant qu’expérience individuelle, psychique aussi bien que collective et politique. Il s’appuie sur plusieurs étapes de tournage en Iran et en France entre 2007 et 2017, et procède par entretiens filmés, mais aussi en suivant des itinéraires d’objets et explorant leur transmission, concevant ces parcours tangibles, au croisement du matériel et du symbolique, comme un parcours de la mémoire

**Catalogage et numérisation des archives privées de Fethi Okyar, l’un des fondateurs de la République turque**

Coordination scientifique : Nathalie CLAYER (CETOBAC)

Grâce à ce fonds, qui contient notamment les archives de ce parti politique, il est donc possible de relire l’histoire de la Turquie républicaine à travers les archives privées de ses fondateurs, d’autant que de nombreuses archives officielles sont toujours inaccessibles. D’après ce que nous avons pu voir lors d’une première visite, les archives ouvrent des pistes nouvelles sur de nombreux sujets (Parti Républicain Libéral, histoire politique locale, histoire économique, histoire diplomatique, histoire des élites kémalistes, etc.). Elles permettent de produire une histoire sociale, par le bas, de la Turquie républicaine, à partir de deux axes :

1. Promouvoir les archives privées comme source nouvelle pour l’histoire de la Turquie républicaine. La réflexion sur les archives coloniales, menée par Ann Laura Stoler1, nous permet de mettre en cause la distinction trop bien connue entre archives administratives et archives privées. Dans un ouvrage de synthèse, Philippe Artières et Jean-François Laé2 ont bien montré la richesse des archives privées, qui nous ouvrent un point d’entrée nouveau dans le monde social. C’est dans cette perspective novatrice que le projet de recherche souhaite s’inscrire.

2. Appliquer les méthodes de la sociologie contemporaine des partis politiques à un objet historique, s’inscrivant ainsi dans les chantiers de recherche de Tepsis concernant l’historicité et les formes de l’Etat, ainsi que les rapports ordinaires au politique. L’un des objectifs sera de montrer, à la suite des travaux de Frédéric Sawicki3, Jacques Lagroye4, Julian Mischi5, l’importance de l’analyse des implantations locales d’un parti politique et de son fonctionnement informel. Il s’agira d’appliquer une sociologie exigeante, attentive aux dimensions anthropologiques du politique, au Parti républicain libéral à partir de sources d’archives.

Année 2017

**Séminaire de philosophie politique normative**

Coordination scientifique : Bernard MANIN (CESPRA)

La présente demande vise à assurer la prolongation et la pérennisation sur le long terme, du Séminaire de philosophie politique normative. Le séminaire est aujourd’hui dans sa sixième année.

Créé en 2012 en tant que séminaire de centre du CESPRA, et animé par Luc Foisneau (CNRS, CESPRA), Charles Girard (Lyon 3 Jean Moulin, membre associé CESPRA), Bernard Manin (EHESS/NYU, CESPRA), et Philippe Urfalino (EHESS/CNRS, CESPRA), ce séminaire est consacré aux travaux philosophiques contemporains, français et internationaux, portant sur les normes et les valeurs politiques. Il aborde les modalités d’intervention du politique dans les sociétés contemporaines par la voie de l’étude des justifications avancées en faveur de la valeur obligatoire des normes politiques, par delà le seul usage de la contrainte.

Le séminaire ne relève pas d’une tradition unique au sein de ce domaine, mais privilégie la mise à l’épreuve argumentée de réflexions philosophiques actuelles sur ces objets, situées à la frontière des sciences sociales et de la réflexion normative.

Les séances sont consacrées à l’examen de contributions notables dans le domaine de la philosophie politique normative : chaque mois, un texte original, le plus souvent écrit spécialement pour le séminaire, fait l’objet d’une discussion critique, en français ou en anglais, en présence de l’auteur. Le texte soumis à la discussion est diffusé au moins une semaine à l’avance, ce qui permet aux participants de l’avoir lu et à la séance d’être entièrement consacrée à la discussion avec les participants, qui sont en majorité des étudiants en doctorat ou master.

**Sociologie politique d’une « formation transnationale » de guerre froide – le « féminisme global » (1975-1995)**

Coordination scientifique : Ioana CIRSTOCEA (CESSP)

Entendu comme l’inclusion progressive des droits des femmes sur l’agenda onusien depuis la déclaration de l’« Année internationale de la femme » en 1975, le « féminisme global » a connu son moment de gloire au début de la décennie 1990, lorsque les conférences mondiales de Vienne (1993) et de Pékin (1995) ont pleinement consacré les « droits des femmes comme droits humains » et le gender mainstreaming comme outil d’action publique trans-sectoriel et multi-niveaux. Au gré de ces acquis, l’intervalle 1975-1995 apparaît comme un continuum de mobilisations transnationales ayant légitimé auprès des bureaucraties supranationales des revendications portées par des militantes et des expertes féministes solidaires par-delà les frontières. Vu que cette chronologie englobe une césure politique majeure, à savoir la fin de la guerre froide, et sachant que la bipolarité a profondément marqué les relations internationales pendant la seconde moitié du XXe siècle, la question se pose de l’éventuel déplacement du sens de l’internationalisme féministe après le moment 1989-1991 (chute du mur de Berlin, démantèlement de l’URSS). Comment les mobilisations des groupes transnationaux ciblant les arènes onusiennes ont répondu au nouveau contexte politique de la décennie 1990 et comment elles ont contribué à façonner ce contexte ? Cartographier le « féminisme global » suivant ses actrices les plus visibles et en mettant l’accent sur les ressources matérielles et symboliques qui ont rendu possible leur circulation internationale et, partant, la transnationalisation des répertoires militants, devrait me permettre d’éclairer les enjeux de la structuration d’un agenda universel dans le contexte géopolitique clivé surdéterminant la politique des droits des femmes pendant la plus grande partie de la période à l’étude.

**Fait tribal et fait religieux au Moyen-Orient depuis le XVIIIe siècle**

Coordination scientifique : Stéphane DUDOIGNON (CETOBAC)

À la fin du XXe siècle, les sciences sociales du Moyen-Orient ont tendu à négliger le fait tribal, postulant une dissolution de la tribu par suite de l’exode rural des décennies d’après-Seconde Guerre mondiale. C’était avant la réémergence de celle-ci au cours des soulèvements, révolutions et contrinsurrections caractéristique de ces cinq dernières années. À travers une diversité d’études de cas, ce projet analysera l’impact des mutations du monde tribal sur l’émergence en son sein d’acteurs nouveaux promouvant des solidarités confessionnelles, et le rôle dans ces processus de la montée et de la chute d’empires et d’États-nations modernes. En lien avec le développement, à différents moments, d’ethnicités et de solidarités transfrontalières, nous examinerons le rôle des sociétés tribalisées dans le développement de transnationalismes religieux. Notre analyse interrogera, aussi, la notion même de Moyen-Orient à une époque où certaines sociétés ex-soviétiques, par exemple, redécouvrent les connections entre leurs passé tribal et islamique.

Année 2016

**« Sangharsh », cinématographier le politique**

Coordination scientifique : Nicolas JAOUL (IRIS)

Il s’agit de mener à son terme un projet de film documentaire qui va permettre d’approfondir par la pratique une réflexion sur l’art de cinématographier le sujet politique. A terme, il va s’agir de réfléchir à ce que ce détour extra disciplinaire par l’apprentissage du langage du cinéma peut apporter comme outils à l’ethnographie politique.

Ce film porte sur la tradition militante des dalits en Uttar Pradesh, Inde du Nord, à la fin des années 1990. Il s’agit du moment où un gouvernement provincial dirigé par une femme Dalit, Mayawati, fut mis en place. Un moment politique où l’émancipation du vote a fait voler en éclats un système de représentation qui reproduisait la hiérarchie des castes, et pendant lequel les Dalits ont fait leur possible pour améliorer leur condition. Ce qui s’est passé en Uttar Pradesh à la fin des années 1990 reste encore très peu connu bien que capital, car ce succès politique qui a été un véritable évènement, a permis à la problématique de la caste d’émerger publiquement, y compris dans la recherche où les Dalits n’avaient été entendus ou conçus comme sujet politique, que de manière très marginale. Revenir sur ce moment politique d’affirmation du sujet et sur la manière dont cela a été vécu par les premiers concernés répond donc à un enjeu de taille.

**Oikonomia. Une anthropologie politique de la maison**

Coordination scientifique : Benoît DE LESTOILE (IRIS/CMH)

**Sociétés en tension - sociétés sous tensions – les échos prolongés de la seconde guerre mondiale et du stalinisme dans les sociétés d’Europe centrale et orientales (1945-1980)**

Coordination scientifique : Alain BLUM (CERCEC)

Si les sociétés de sortie de guerre marquées par des violences locales fortes, puis par les tentatives de l’État ou d’autres corps sociaux de mettre en œuvre des processus politiques et sociaux pour rétablir des formes de relations sociales apaisées après les violences de la Seconde guerre mondiale et de ce qui l’a précédé (montée des mouvements politiques extrémistes), sont assez largement étudiées aujourd’hui dans les pays d’Europe occidentale, ce questionnement ne se développe que depuis quelques années en ce qui concerne l’Europe centrale, orientale et les territoires alors soviétiques. Ces questions furent mises sous couvert durant la période de domination. Qui plus est, une vision par trop monolithique et un discours héroïsant sur la seconde guerre mondiale a renforcé l’opacité.

**Sons d’empire. Histoire du disque et de l’enregistrement sonore, de la fin de l’emprise russe à la fin de l’Union soviétique**

Coordination scientifique : Nathalie MOINE (CERCEC)

L’objectif de ce nouveau projet de recherche est de reconstituer une histoire du disque et des enregistrements sonores de la fin de l’empire russe à la fin de la période soviétique en l’inscrivant dans une problématique large consacrée au fonctionnement des groupes sociaux et culturels qui constituent un ensemble géopolitique vaste mais cohérent, pris sur le temps long, de par et d’autre de la rupture de la Révolution de 1917. Ce temps long correspond aussi bien à un bornage technologique que géopolitique : en amont les nouvelles possibilités techniques de l’enregistrement sonore dans le contexte de l’empire russe finissant, confronté à la fois à des reconstructions identitaires et à l’émergence d’une économie capitaliste ouverte à des investissements étrangers, dont profite l’industrie naissante du disque. En aval, l’éclatement de l’Union soviétique au moment où se sont multipliées les possibilités d’enregistrement et d’écoute et où s’amorce la dématérialisation du support de l’enregistrement. Ce projet d’histoire sociale a donc pour ambition de croiser une histoire matérielle et technique avec une histoire des mises en pratique de notions politiques et une histoire des circulations culturelles.

Année 2015

**Enquête filmée sur la crise en Islande et ses conséquences**

Coordination scientifique : Yohann AUCANTE (CESPRA)

L’ambition de ce projet est de revenir à la fois sur les années de crise et sur les conséquences de cette dernière à l’échelle de la société et du système politique islandais, en postulant qu’on a assisté à une déflagration d’une grande intensité et à une tentative de renouvellement des institutions qui a pour partie avorté, mais dont les stigmates restent visibles, même au travers d’un apparent « retour à la normale ». C’est du reste cette question du « back to business as usual » qui mérite d’être interrogé dans la mesure où la bulle financière et le cycle de prospérité qu’elle avait nourri ont subi un coup d’arrêt brutal, que des procès ont été instruits ou continuent de l’être, et que les islandais ont beaucoup perdu alors que l’élite au pouvoir a relativement peu changé. Durant quelques années, l’Islande a fait l’objet d’une couverture médiatique tout à fait exceptionnelle, comme l’a bien montré l’ouvrage de Daniel Chartier, et sans commune mesure avec la place de ce pays à l’échelle internationale. Pour une part, cela s’est opéré dans des mises en scènes déformées et fantasmées de la crise en Islande et des réponses qui y étaient apportées. Le pays a été le bouc-émissaire des victimes parfois consentantes du nouveau capitalisme financier, ravivant d’anciennes querelles avec la Grande Bretagne qui dataient des années 1970, lorsque les deux pays se disputaient âprement des zones maritimes de pêche ; il a aussi été le fer de lance des critiques des excès de cette finance mondiale, et des mouvements de gauche qui voyaient là le ferment de protestations citoyennes nouvelles et attendues. Pourtant, il y a finalement eu bien peu d’enquêtes sur ce qui se passait réellement en Islande et sur le devenir de cette île alors que d’autres pays européens ont continué à s’enfoncer dans la crise.

* **La Shoah à Paris (1941-1945) : un terrain encore à explorer pour l’histoire sociale ?**

Coordination scientifique : Isabelle BACKOUCHE (CRH)

Le projet constitue ainsi une première étape dans la formalisation d’une voie originale pour répondre à cette question. Pour ce faire, il s’inscrit dans une démarche d’histoire sociale qui, aux côtés des sources classiques de la persécution raciale qui seront mobilisées à partir de méthodologies originales, entend faire une usage jusqu’ici inédit des sources qui traitent du rapport ordinaire à la politique et de la politique la plus ordinaire de l’Etat : de l’accès au logement ou de la fréquentation de l’institution scolaire, en passant par la rénovation urbaine. Du fait de nos domaines de spécialité respectifs (histoire urbaine et histoire de Paris pour Isabelle Backouche, histoire de la persécution et de la spoliation pour Sarah Gensburger), notre enquête repose ainsi sur une approche sociale et sociologique des Parisiens – au sens des habitants de la capitale, ancrés dans le territoire de la ville. Il s’agit d’élucider les trajectoires et stratégies des individus, confrontés à l’Occupation et pour certains d’entre eux à la persécution.

* **L’expérience citoyenne au prisme de la coprésence urbaine**

Coordination scientifique : Alexandra BIDET (CMH)

L’enquête que nous nous proposons d’initier confrontera deux milieux urbains contrastés. Nous réaliserons d’une part des entretiens en Ile-de-France : nous développerons la collecte d’entretiens à la fois auprès de parisiens et d’habitants de banlieue, aux caractéristiques socio-démographiques diversifiées, mais ayant en commun un usage des transports en commun. Nous mènerons d’autre part des entretiens à Nice et dans sa banlieue, notamment dans des quartiers populaires. Notre perspective consiste à saisir l’expérience du public au niveau des situations où se constitue et s’exprime le sens de ce qui relie ensemble des concitoyens, de ce qu’ils peuvent faire ensemble, de ce qui les concerne mutuellement, de ce dont ils se sentent responsables et comptables, de ce qui dans le monde tel qu’il va est de leur ressort, même partiellement et provisoirement.

* **Poser les fondements d’une analyse du rôle politique ordinaire des héros de séries télévisées**

Coordination scientifique : Sabine CHALVON-DEMERSAY (CEMS: IMM)

Le projet de recherche préfigure une recherche de grande ampleur sur la dimension politique du lien social tel qu’il est travaillé au sein des fictions télévisées françaises des années 1950 à nos jours. Le cadre général de cette recherche consiste en effet à tenir compte de la place que tiennent les héros de séries télévisées dans la vie des personnes qui les fréquentent, en s’attachant tout particulièrement à la *dimension socio-politique* de leur intervention. Les héros de séries télévisées effectuent en effet, et depuis un demi siècle, un travail continu de diffusion normative. Ils analysent le monde dans lequel ils vivent, évaluent les situations dans lesquelles ils sont plongés et généralisent la portée des jugements qu’ils émettent. Ils sont des sources permanentes de définition des priorités et d’opérations de cadrage de la réalité sociale. Depuis le début des années 90, plupart des héros sont fonctionnaires et représentent l’Etat (policiers, gendarmes, agents des services secrets, instituteurs, personnel hospitaliers, travailleurs sociaux, etc). Amenés à prendre en charge leurs concitoyens, ils sont pris dans des relations de pouvoir dont ils éprouvent et/ou contestent la légitimité. En un mot, ils ne cessent de prendre des positions politiques.

* **Le vieillissement et la prise en charge des personnes âgées à Cuba: politiques publiques et arrangements familiaux**

Coordination scientifique : Blandine DESTREMEAU (IRIS)

Cuba présente un profil démographique de fort vieillissement : la croissance démographique y est négative depuis 2006, les indicateurs de fécondité sont en dessous du seuil de remplacement des générations depuis la fin des années 1970, et l’espérance de vie à la naissance est parmi les plus élevées du monde (79, 4 ans en 2015, soit le 38e rang mondial selon l’OMS), en raison des politiques sanitaires et sociales mises en place depuis la Révolution. La structure démographique présente un enjeu d’autant plus fort que l’immigration est quasiment nulle, et l’émigration relativement forte. La population de plus de 60 ans atteint 19% en 2014, alors que celle des moins de 15 ans est inférieure à 17%. Le taux de dépendance est en voie d’accroissement, reflétant l’essor du poids des personnes âgées. Depuis les années 1960, les politiques sociales cubaines ont attaché une importance particulière à l’émancipation féminine à l’égard de la charge des enfants : contraception, avortement, crèches, cantines, internats, organisation de loisirs, socialisation politique. C’est ce qui explique d’un côté la baisse de la fécondité (1,4 en 2014), et de l’autre le niveau d’activité et de professionnalisation des femmes.

* **La carrière des énarques après leur sortie de l’École sur près de 30 ans**

Coordination scientifique : Frédérique EDEL et Fabrice LARAT (CERA)

Ce projet de recherche a pour objectif de cerner les carrières des énarques sur près de trente ans en les analysant notamment à la lumière de leur profil et de leur origine. Il s’intéresse, non seulement, aux transformations de la haute fonction publique, mais vise aussi à mieux situer les énarques parmi les élites françaises. Il s’agira en particulier de mesurer comment les redéfinitions successives du rôle de l’Etat ont affecté les trajectoires des anciens élèves de l’Ecole. Dans cette perspective, deux types de mobilité seront privilégiées : celles qui conduisent des représentants de la « société civile » à intégrer l’ENA (par le biais du 3e concours) ; celles que réalisent les anciens élèves (internes, externes et troisième concours) au sein de la fonction publique et hors de celle-ci. Dans les deux cas, la diversification des élites et son rapprochement d’avec la société civile sont en jeu.

* **Sentiments d’injustice et radicalisation politique**

Coordination scientifique : Caroline GUIBET-LAFAYE (CMH)

La recherche a pour objectifs d’identifier les caractéristiques typologiques des militants, engagés dans la lutte armée, ainsi que des groupes où ils se sont rassemblés. D’un point de vue sociohistorique, il s’agira d’analyser les motivations des acteurs, les logiques de fonctionnement des groupes, les contraintes auxquelles ils sont affrontés, les effets de la violence d’État et de la répression sur la radicalisation des acteurs. Les groupes étudiés appartiennent à ce que nous désignons comme la « gauche radicale ». L’un des volets du projet participe d’un programme collaboratif émergeant, mis en œuvre avec deux collègues turques, Eylem Özkaya Lassalle, chargée de recherche dans le département de Relations Internationales à l’Université Galatasaray (Turquie) et Maya Arakon, professeur associé dans le département de Relations Internationales de la Suleyman Sah University (Turquie), il porte spécifiquement sur l’engagement des femmes kurdes dans la lutte armée au sein du Parti des Travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkarên Kurdistan, PKK).

* **Appréhender les relations presse-politique dans leur contexte institutionnel. Les échanges informels en Allemagne**

Coordination scientifique : Nicolas HUBE (CESSP)

Ce projet de recherche se propose de comprendre les logiques institutionnelles et sociales structurantes des modes de régulation des relations entre presse et politique (et en particulier le off) en Allemagne. Il s’agit d’éclairer la part de cette activité qu’on désigne communication politique sous le jour d’un progressif « allongement des chaines d’interdépendance des circuits de légitimation des détenteurs du pouvoir politique », en essayant de tenir ensemble et sur la durée les « interrelations entre les changements dans les médias et les communications d’une part, et les changements dans la culture et la société, d’autre part ». Les notions centrales de notre projet sont celles de coproduction, d’interdépendance et de rationalisation du travail politique afin de saisir les arrangements relationnels entre ces deux groupes d’acteurs pour l’accès à l’espace public. Il s’agit d’élargir le cadre d’observation à toute la chaîne des transactions, de médiations et d’intermédiations qui aujourd’hui contribuent, interfèrent, facilitent ou contrarient la construction quotidienne des significations politiques. La forme de gouvernement « doit être comprise comme un élément structurant – et non comme une dimension isolée de la vie sociale » – des échanges politiques au sein de l’espace public.

* **Les livres d’enregistrement d’actes : une source nouvelle pour l’histoire sociopolitique, institutionnelle et économique de la Russie à l’époque moderne**

Coordination scientifique : Anna JOUKOVSKAIA (CERCEC)

Il est difficile d’imaginer à quoi aurait pu ressembler l’historiographie d’un des grands pays européens, si les historiens n’avaient pas disposé d’archives notariales. Tel est pourtant le cas de l’historiographie de la Russie sous l’Ancien régime. Etant donné que les études de notaire n’apparaissent en Russie qu’au XIXe siècle, pour les époques antérieures seuls les actes de quelques rares familles de l’élite gouvernante ont survécu jusqu’à nos jours. Cependant, une source alternative aux archives notariales existe pour le XVIIIe siècle : ce sont les livres d’enregistrement d’actes, introduits en 1701 par un oukase de Pierre le Grand. En effet, d’après ce décret tout acte qui n’aurait pas été enregistré ne pouvait être produit en justice. Durant la première moitié du XVIIIe siècle, l’usage fut de reproduire verbatim le texte de l’acte original dans les livres d’enregistrement, ce qui rapproche autant que possible cette source des archvies notariales présentes dans les sociétés d’Europe occidentale. Tout comme en Occident, ce type de sources délivre des informations essentielles sur les processus d’institutionalisation et de régulation de la société russe.

* **A la croisée du thérapeutique, du spirituel et du politique : circulations et appropriations de la méditation de pleine conscience**

Coordination scientifique : Sara LE MENESTREL (Mondes Américains)

Depuis les années 1990 aux Etats-Unis et 2000 en France, la méditation de pleine conscience (*mindfulness* en anglais) se développe à la fois dans les services psychiatriques, dans les psychothérapies et dans les techniques de développement personnel. Ces dernières années, la pleine conscience a été l’objet d’une forte médiatisation. Aux Etats-Unis, un magazine en ligne et un site lui sont entièrement consacrés. Pionnier dans l’usage de la pleine conscience, le psychiatre de l’hôpital Sainte Anne, Christophe André, s’applique depuis plusieurs années à la rendre accessible auprès d’un large public. Plus largement, la pleine conscience se revendique comme un mode d’être qui dépasse le soin et la gestion du stress, pour se placer dans le registre de la guérison (*healing*) au sens large. Elle apparaît ainsi comme une réponse globale, une quête de transformation non seulement individuelle mais aussi collective, dont témoigne son spectre d’application élargi et sa circulation entre des registres et des populations variés. Elle s’adresse à la fois aux soignés et aux soignants, à une population clinique et non clinique, comme accompagnement de certaines pathologies et comme prévention du mal-être.

* **Devenir occidental à Dubaï ? Trajectoires et positions des Occidentaux dans une ville du Golfe**

Coordination scientifique : Amélie LE RENARD (CMH)

Le Golfe est souvent décrit dans les médias comme un « nouvel eldorado » pour les Occidentaux. Alors que la plupart des travaux sur le Golfe ont porté sur les citoyens nationaux ou sur les migrants dits « non-qualifiés » venus de pays asiatiques principalement, les trajectoires et positions sociales des résidents non-nationaux les plus aisés – souvent appelés «expatriés» bien que n’étant que rarement sous contrats d’expatriés – ont été très peu étudiées. Or, étudier les trajectoires et positions des résidents qualifiés est nécessaire pour comprendre les formes de gouvernement et de hiérarchie sociale de ces pays, mais aussi éclairer des dynamiques globales concernant les transformations contemporaines de l’impérialisme et de hiérarchies sociales imbriquées au-delà du national.

* **Expériences touristiques et socialisation à la différence : enquête exploratoire sur la socialisation internationale des enfants (Canada)**

Coordination scientifique : Bertrand REAU  (CESSP)

Le tourisme est souvent présenté comme un secteur économique en pleine expansion. Si l’économie et la géographie s’intéressent à cet objet de longue date, il représente, plus récemment, un terrain fertile pour l’anthropologie qui étudie les échanges culturels, les transformations des identités, de l’altérité dans le cadre de la mondialisation. En dialogue avec ces travaux, une sociologie du tourisme, encore émergente, se propose de travailler sur les pratiques, les goûts, les rapports sociaux et les apprentissages liés au tourisme. Elle appréhende le tourisme et les transformations contemporaines des usages sociaux du temps dans lesquels il s’inscrit. En étudiant les différents modes d’articulation des temps sociaux, l’analyse sociologique cherche notamment à identifier la particularité du temps touristique dans l’acquisition de savoir-faire, de savoir-être, de normes et de valeurs. En quoi les usages sociaux du tourisme constituent-ils des vecteurs de socialisation spécifiques ? Comment ces pratiques s’articulent-elles avec les autres institutions/espaces de socialisation ?

Année 2014

* **La politique de l’Empire russe en Palestine (1847-1917)**

Coordination scientifique : Elena ASTAFIEVA (CERCEC)

L’objectif de ce projet est de développer des recherches collectives franco-russo-israéliennes sur les différents aspects de la politique russe en Palestine dans les années 1847-1917. Il s’agit avant tout d’analyser comment les intérêts, les stratégies des acteurs institutionnels et non institutionnels russes au Proche-Orient sont influencés par le développement politique et culturel à l’intérieur de la Russie ; et inversement, comment cette politique proche-orientale se répercute sur les évolutions internes de l’Empire. Il s’agit également de comprendre, à travers l’analyse de la présence russe en Palestine, notamment à Jérusalem – centre de trois religions -, la spécificité de l’articulation entre le politique et le religieux en Russie impériale dans la seconde moitié du XIXe et au début du XXe siècle.

**Protestantisme conservateur et passage au politique : les pentecôtismes au Chili**

Coordination scientifique : Jesús GARCIA-RUIZ (CMH)

La mission de recherche s’inscrit dans la continuité du travail effectué en collaboration avec Patrick Michel, qui a débouché sur la publication en 2012 d’un ouvrage commun, sur une enquête de terrain effectuée avec lui en Argentine en 2013, et sur l’organisation, sous l’égide de Tepsis, en février 2014, d’un colloque « néo-pentecôtismes ».

L’enquête de terrain effectuée à Buenos Aires concernait le protestantisme conservateur et son « passage au politique ».L’exploration réalisée ayant permis de mettre en évidence l’importance d’aspects perçus et présentés comme spécifiquement argentins de la problématique, notamment les liens entre certains éléments de la nébuleuse péroniste et la mouvance pentecôtiste, l’importance d’un contrepoint est apparue comme d’évidence. D’où le souhait d’interroger le cas chilien, à partir de l’hypothèse d’un passage au politique en cours de la mouvance évangélique.

* **Ce que la dette fait à l’État : les États-Unis de la guerre de Sécession à la Première Guerre mondiale**

Coordination scientifique : Nicolas BARREYRE (Mondes Américains)

Ce projet vise à étudier la dette publique non pour soi, mais comme lieu d’observation privilégiée de construction de l’État, en tant qu’elle est une question institutionnelle, certes, mais surtout politique et morale engageant les groupes sociaux – le citoyen abstrait n’étant qu’une figure parmi d’autres – dans l’institutionnalisation de la sphère publique. Il propose de s’ancrer dans un terrain bien déterminé – les États-Unis de la guerre de Sécession à la Première Guerre mondiale. Ce décentrement par rapport à la période actuelle pourrait s’avérer fructueux à plus d’un titre, ne serait-ce que par la remise en cause de certaines évidences sur l’État à laquelle force l’attention à ses formes d’institutionnalisation du XIXe siècle, pour peu qu’on veuille bien se défaire d’une conception téléologique de la construction de l’État, mais aussi parce que les États-Unis de cette période sont le lieu d’un des premiers efforts pour «dépolitiser» la gestion de la dette publique, c’est-à-dire la sortir du politique pour la remettre dans les mains d’experts conçus comme impartiaux et objectifs. Au-delà de ces perspectives de décentrement, toutefois, la période qui va des années 1860 aux années 1910 aux États-Unis est particulièrement intéressante pour nouer une interrogation sur dette publique, construction de l’État, engagements des groupes sociaux.

* **Nouvelles approches de la Seconde Guerre mondiale dans l’Europe du Sud-Est.**

Coordination scientifique : Xavier BOUGAREL (CETOBAC), Nathalie CLAYER (CETOBAC) et Hannes GRANDITS

L’ouverture des archives en Europe de l’Est a entraîné un renouvellement de l’historiographie de la Seconde Guerre mondiale à l’Est. L’extermination des Juifs d’Europe de l’Est, l’interaction entre systèmes d’occupation et sociétés locales, l’exploitation économique des régions occupées sont désormais au centre des préoccupations des historiens. En Europe du Sud-Est, où l’histoire de la Seconde Guerre mondiale reste prisonnière de multiples barrières nationales et idéologiques. Dans ce contexte, les journées d’étude que nous prévoyons d’organiser à Berlin en février 2015 ont une triple finalité : faire un bilan critique de l’historiographie existante sur la Seconde Guerre mondiale en Europe du Sud-Est, identifier les chercheurs et les doctorants travaillant sur des problématiques nouvelles, et encourager leur insertion dans des réseaux et des questionnements communs à l’ensemble du continent européen.

* **Témoignages de guerres dans les aires soviétiques et post-soviétiques. Regards croisés : Afghanistan (1979-1989) / Tchétchénie (1994-2009)**

Coordination scientifique : Cloé DRIEU (CETOBAC), Anna LEBEDEV (CERCEC), Elisabeth SIECA-KOZLOWSKI (CERCEC)

Les conflits armés que nous abordons dans ce projet, à travers la collecte de témoignages, concernent l’intervention soviétique en Afghanistan (1979-1989) et les guerres en Tchétchénie (1994-2009), conflits qui n’ont pas dit leur nom, car ils ne se soldaient ni par des victoires, ni ne faisaient, de fait, l’objet de processus d’héroïsation des anciens soldats. Ces derniers se cachaient derrière les appellations d’«aide aux peuples amis» ou d’«intervention internationale» (Afghanistan en 1979-1989), d’«opérations de rétablissement de l’ordre constitutionnel» (première campagne de Tchétchénie), ou encore d’«actions antiterroristes» (seconde campagne de Tchétchénie), alors même qu’ils étaient critiqués par les sociétés, souvent de façon très virulente. De ce fait, peu de témoignages de combattants ont été recueillis et leur statut d’ancien combattant est resté incertain socialement et mal défini institutionnellement ; ils ont été oubliés, dénigrés ou stigmatisés à certaines périodes dans leurs pays d’origine.

Plus d’info sur le site [Warveteran.hypotheses.org](http://warveteran.hypotheses.org/project)

* **Une médicalisation de l’enfance ? Enquête exploratoire sur la place des savoirs cliniques dans les processus de socialisation en Afrique de l’Ouest (Burkina Faso)**

Coordination scientifique : Wilfried LIGNIER (CESSP)

En partant d’un objet et d’un terrain spécifiques – l’enfance et la prime socialisation en Afrique de l’Ouest et plus particulièrement au Burkina Faso – la recherche initiée avec cette enquête exploratoire consiste à revisiter un problème classique des sciences sociales, bien qu’aujourd’hui un peu délaissé : celui de la médicalisation, c’est-à-dire de l’identification et de la prise en charge grandissantes de situations sociales par des professionnels de santé, au nom de savoirs cliniques formalisés (Aïach et Delanoë, 1998).

* **Crédits à risque : de la finance à la mobilisation**

Coordination scientifique : Quentin RAVELLI (CMH)

Étude sur la crise économique à partir d’une sociologie des crédits immobiliers « à risque » en Espagne. En analysant les stratégies de vente, d’achat et de remise en cause de ces crédits, il s’agirait de comprendre le basculement de l’un des piliers économiques du pays, ainsi que ses conséquences sociales et politiques. Après une phase de libéralisation des contraintes réglementaires, la banalisation des crédits a conduit à une situation de surendettement massif des classes populaires. Plus qu’aux États-Unis, ce problème économique s’est transformé en question sociale et politique centrale avec la multiplication des expulsions de logements pour impayés et la remise en question du droit de propriété dévolu aux banques par les hypothèques. Un mouvement social, canalisé par la Plataformade Afectados por la Hipoteca (PAH), se retrouve donc au cœur du jeu politique national.

* **Pétrole, insécurité et violence – Les effets humains de la contraction de la production** **pétrolière au Venezuela**

Coordination scientifique : Paula VASQUEZ LEZAMA (CESPRA)

Ce projet interroge la relation entre l’industrie pétrolière, la transformation de l’État pendant la «révolution bolivarienne» vénézuélienne et les notions de risque, d’insécurité et d’incertitude dans la société. Cette étude inscrit l’explosion et l’incendie d’Amuay dans une reconstitution analytique de la politique pétrolière des gouvernements successifs du gouvernement Hugo Chavez (1999-2013) et de son successeur Nicolas Maduro. Il s’agit d’étudier les dimensions humaine et politique de l’impact des transformations que la compagnie nationale Pétrole du Venezuela, S.A (PDVSA) a subies depuis 1999 en relation avec les notions de risque et d’incertitude et de sa crise actuelle.

Année 2013

* **Migrants roms dans l’espace public : (in)visibilités contraintes, mobilisations, habitat**

Projet co-financé par la Mairie de Paris (Programme « Paris 2030 ») et le Labex Tepsis

Coordination scientifique : Milena DOYTCHEVA (maître de conférences à l’Université de Lille 3, en délégation CNRS au CADIS)

Le projet de recherche s’attache à l’étude des migrations vers la France, depuis les années 2000, de populations identifiées comme Roms, Roms et Tsiganes, originaires principalement des pays d’Europe centrale et de l’Est, nouveaux membres de l’Union européenne. Estimés entre 15 000 et 20 000 personnes, dont une partie importante installée en région parisienne, environ 750 de ces migrants seraient aujourd’hui pris en charge dans des dispositifs spécifiques d’hébergement et « d’insertion » mis en place au plan local. La recherche propose d’interroger les logiques selon lesquelles se construisent les représentations et les rapports sociaux et politiques à ces groupes et individus, pas forcément très nombreux mais souvent rendus visibles dans l’espace et l’opinion publics par les circulations, des formes d’habitat non conventionnel, des situations de précarité importante. Il explore plus particulièrement trois axes de recherche. Le premier propose d’analyser les processus de représentation et de (in)visibilisation qui concernent ces migrants, tant dans l’espace public que dans la ville et le tissu urbain. Le deuxième s’intéresse aux logiques de mobilisation et d’action collective avec comme objectif de les « représenter », de dire et de défendre leurs intérêts dans l’arène politique. Enfin, nous proposons de porter une attention particulière aux politiques mises en place au plan local par une pluralité d’acteurs (associatifs, sociaux, politiques) afin de répondre à des besoins spécifiques sur le plan économique et social, en matière le plus souvent d’habitat.

* **La phase initiale de la révolution syrienne dans le gouvernorat d’Alep**

Coordination scientifique : Gilles DORRONSORO (CETOBaC), Adam BACZKO (CESPRA) et Arthur QUESNAY (CESSP)

Ce projet, qui a pour objet de présenter une interprétation de la phase initiale et pacifique des mobilisations en Syrie (printemps 2011), est né d’un étonnement initial – pourquoi descend-on dans la rue quand on sait que le régime est prêt à tirer sur la foule ? Pourquoi les manifestations pacifiques durent-elles près d’un an sans s’épuiser, mais sans entraîner l’effondrement du régime ? – et d’une insatisfaction par rapport aux réponses disponibles.

* **La fragilisation de l’État social en Grèce. Les effets de la crise économique sur le système d’éducation et les institutions représentatives**

Coordination scientifique : Noëlle BURGI (CESSP)

L’objectif scientifique de cette étude est de jeter les fondements d’une recherche comparative, pluridisciplinaire et innovante sur les sociétés et les États contemporains confrontés à une crise majeure et multidimensionnelle dont les facteurs explicatifs sont à la fois historiques, économiques, politiques, sociaux, nationaux, internationaux et transnationaux.

* **La frontière franco-italienne des Alpes du Sud depuis la Seconde guerre mondiale**

Coordination scientifique : Lucie BARGEL (CESSP)

Cette recherche porte sur les dynamiques sociales et politiques à l’oeuvre dans une zone frontalière. L’objectif est de saisir la diversité des usages pratiques d’un dispositif juridique et politique tel qu’une frontière, et, réciproquement, les effets que l’objectivation d’un tel dispositif étatique produit sur les mobilisations sociales et politiques qu’elle traverse. L’enquête allie un travail archivistique et une enquête ethnographique, afin d’étudier les investissements de la frontière franco-italienne des Alpes du Sud depuis le moment de fixation de sa position actuelle, en 1947, jusqu’à sa « dissolution » dans l’espace Schengen en 1997, et ses usages contemporains.

* **Pour une histoire comparée des rebellions à l’époque moderne**

Coordination scientifique : Radu PAUN (CERCEC)

Entre Madrid, Budapest et Dubrovnik, cette recherche porte sur l’analyse des formes de désobéissances collectives et les réactions des autorités en place dans le monde européen et colonial de l’époque moderne.

* **Film documentaire sur la socialisation institutionnelle**

Coordination scientifique : Isabelle COUTANT (IRIS)

Après avoir mené plusieurs recherches de type ethnographique sur le rapport entre jeunes de milieu populaire et institutions (justice, travail social, psychiatrie), Isabelle Coutant abordera ce thème de la socialisation institutionnelle à travers un film documentaire. Ce film tournera autour du portrait d’Aïcha, une jeune femme rencontrée en 2001 lors de sa thèse sur la délinquance juvénile.

* **La discrimination syndicale, révélatrice des relations sociales à la Française ?**

Coordination scientifique : Sophie POCHIC (CMH)

L’objectif de cette recherche est d’éclairer une des « institutions du social », les syndicats, porteurs de l’idée de « démocratie sociale » au sein des milieux de travail. Le versant négatif de l’engagement syndical, la répression syndicale, est sous-investiguée par les sociologues alors qu’elle permet d’éclairer des formes de politisation en deçà de l’État, à travers les relations entre employeurs et syndicalistes pour empêcher, protéger ou légitimer la critique de l’ordre social en entreprise.

* **Promouvoir la diversité dans les grandes entreprises : une comparaison France/Etats-Unis**

Coordination scientifique : Laure BERENI (CMH)

L’enquête portera principalement sur les services diversité d’entreprises multinationales françaises et américaines, dont les sièges sociaux sont implantés dans les régions de Paris et New-York.

* **Les journalistes en Russie : des trajectoires à l’épreuve de la politique**

Coordination scientifique : Françoise DAUCE (CERCEC) et Ivan CHUPIN (CERAPS)

L’objectif de cette étude est de développer des recherches collectives franco-russes sur les médias et le journalisme en Russie. Appuyée sur une sociologie française solidement constituée, son ambition est de réfléchir, à partir des outils théoriques et méthodologiques ainsi disponibles, aux transformations des pratiques journalistiques dans le contexte russe pour réinterroger le paradigme autoritaire habituellement mobilisé. A partir d’enquêtes de terrain, la recherche vise à analyser les réalités du travail des journalistes pour interroger par le bas leur rapport au politique.

* **La révolution sandiniste : De la lutte des concurrents pour le pouvoir à l’hégémonie du Front sandiniste de libération nationale (19 juillet 1979-15 février 1982)**

Coordination scientifique : Gilles BATAILLON (CESPRA)

En partant des récits des acteurs eux mêmes, l’objectif de cette recherche est de retracer ce double mouvement et montrer comment celui-ci fut tout à la fois un projet idéologique de création de l’homme nouveau et de construction d’un pouvoir en surplomb de la société mais aussi le fruit de toute une série de décisions très souvent improvisées.

**Catégorisation et identification des étrangers au 20e siècle en Turquie**

Coordination scientifique : BECAN (CETOBaC)

**Célébrité**

Coordination scientifique : LILTI (CRH)

**Medecine and public health in the USSR and the Eastern bloc 1945-1991**

Coordination scientifique : DUFAUD (CERCEC) et ZAKHAROVA (CERCEC)